

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, une rencontre est prévue pour la première semaine de mars entre les fonctionnaires de mon ministère et des représentants de Vancouver, y compris l'échevin Halford Wilson, l'administrateur de l'aéroport de Vancouver, le président du Conseil de l'aviation de la Colombie-Britannique et M. Frank Bernard, directeur du conseil.

LES ROUTES

AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE DE L'ALASKA SUIVANT LE PARTAGE DES FRAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboïa): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre à propos d'une dépêche parue dans les journaux de ce matin et selon laquelle le sénateur Neuberger aurait présenté au Congrès des États-Unis une mesure législative visant à autoriser le pavage, à frais partagés avec le Canada, de la partie canadienne de la route de l'Alaska. Le premier ministre aurait-il des observations à faire sur la déclaration du sénateur Neuberger qui aurait dit que le projet avait été discuté par le président Eisenhower et le premier ministre lors de la rencontre qui a eu lieu à Ottawa l'été dernier? Le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement canadien collaborera à ce projet s'il est sanctionné par une loi aux États-Unis?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas pris connaissance de la nouvelle en question mais je serai heureux d'étudier cette affaire et de voir si je puis répondre à la question, comme elle a été posée.

(Plus tard)

Monsieur l'Orateur, le député d'Assiniboïa m'a fait parvenir la coupure en cause dont une partie se lit ainsi qu'il suit:

Le sénateur Richard L. Neuberger a proposé à nouveau aujourd'hui au congrès américain une mesure législative tendant à permettre le pavage du tronçon canadien de la route de l'Alaska moyennant une contribution des deux pays.

Il en coûterait au Canada la somme d'environ 66 millions dont le paiement serait échelonné sur une période de six ans.

Le sénateur Neuberger a révélé que le projet avait fait l'objet d'une discussion entre le président Eisenhower et le premier ministre Diefenbaker lors de leur rencontre à Ottawa l'été dernier et il a recommandé qu'une autre réunion tendant à une étude plus détaillée ait lieu à un échelon inférieur.

Qu'on me permette de dire qu'il s'agissait là tout simplement d'une des questions officielles discutées non pas entre le président et moi mais entre M. Dulles, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre

du Nord canadien et des Ressources nationales; cette discussion a revêtu un caractère très général.

Quant à la question de participation, le Canada ne songe nullement pour le moment à fournir la contribution demandée ni aucune autre comme l'a laissé entendre le sénateur au sujet du projet en question.

LA DÉFENSE NATIONALE

À PROPOS DU DÉPÔT DU LIVRE BLANC SUR LA LIGNE DE CONDUITE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. J. McIlraith (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Pourrait-il dire à la Chambre dans combien de temps le Livre blanc sur la défense pourra être distribué aux honorables députés?

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, il sera prêt à être distribué avant que je présente mes prévisions de dépenses.

M. McIlraith: Une autre question, monsieur l'Orateur. Étant donné la déclaration très importante qu'a faite aujourd'hui le premier ministre, je me demande si le ministre de la Défense nationale consentirait à nous dire en termes un peu plus clairs à quelle date ce livre sera prêt?

L'hon. M. Pearkes: Comme une décision a été prise en matière de politique de défense, il sera donc possible de commencer la préparation du Livre blanc. Il aurait été peu utile de distribuer le Livre blanc avant que cette décision soit prise. On accélérera maintenant la préparation du Livre blanc et les honorables représentants l'auront en main avant la présentation de mes prévisions de dépenses. Les honorables députés se rappelleront que dans le passé le Livre blanc a été publié un ou deux jours avant la présentation des prévisions budgétaires par le ministre.

CANADA ET ÉTATS-UNIS—DÉCLARATION PORTANT SUR L'ACQUISITION EN COMMUN DU MATÉRIEL DE DÉFENSE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, hier après-midi, le député de Vancouver-Est a posé une question sur le discours prononcé par le général Foulkes, président des chefs d'état-major, le jour précédent à Ottawa et j'ai répondu alors que je n'avais pas eu l'occasion d'en lire le compte rendu. Le général Foulkes a parlé devant un groupe d'hommes d'affaires américains et canadiens des événements qui